



**RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

ACCORD CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES



Université de Toulouse
41 allées Jules Guesde
CS 61321
31013 TOULOUSE CEDEX 6
Tél : 05 61 14 80 11

ACCORD-CADRE n°2024-069 à 071

FORMATIONS A DESTINATION DES PUBLICS DE MEDIAD'OC - CRFCB OCCITANIE

*Procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R2123-4 à R2123-7 du code de
la commande publique*

Cahier des Clauses Administratives particulières (C.C.A.P)

ARTICLE 1. PREAMBULE : PRESENTATION DE MEDIAD'OC – CENTRE REGIONAL DE FORMATION AUX CARRIERES DES BIBLIOTHEQUES (CRFCB) OCCITANIE	4
ARTICLE 2. GENERALITES	4
2.1 Objet de l'Accord cadre	4
2.2 Procédure de Passation	5
2.3 Forme.....	5
2.4 Maximum de l'accord cadre.....	5
2.5 Lieu d'exécutions	5
2.6 Allotissement	5
2.7 Tranches	6
2.8 Prestation supplémentaire éventuelle	6
2.9 Variantes	6
ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS	6
3.1 Durée	6
3.2 Délais	6
ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES	6
ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES ACCORD CADRE.....	7
5.1 Marchés subséquents.....	7
5.2 Cas où l'accord cadre est attribué à un seul titulaire.....	9
5.3 Annulation de la formation	9
ARTICLE 6. OBLIGATIONS RECIPROQUES	10
6.1 Obligations du titulaire	10
6.2 Obligations de l'UT	11
ARTICLE 7. RECEPTION DES PRESTATIONS.....	11
ARTICLE 8. REGIME FINANCIER	12
8.1 Monnaie	12
8.2 Taux de TVA	12
8.3 Forme et contenu des prix	12
8.4 Révision	12
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	13
9.1 Avance	13
9.2 Présentation des demandes de paiement	13
9.3 Paiement des co-traitant.....	14
9.4 Intérêts moratoires.....	14
ARTICLE 10. PENALITES.....	14
10.1 Pénalités pour défaillance	14
10.2 Pénalité pour locaux non adaptés	15
10.3 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé	15
ARTICLE 11. SOUS TRAITANCE.....	15
ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE	16
ARTICLE 13. RGPD16	
13.1 Description du traitement de données à caractère personnel	16
13.2 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'UT	16
13.3 Droit d'information des personnes concernées.....	17
13.4 Exercice des droits des personnes.....	18
13.5 Notification des violations de données à caractère personnel	18
13.6 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UT de ses obligations.....	18

13.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel	18
13.8 Sort des données.....	19
13.9 Délégué à la protection des données	19
13.10 Registre des catégories d'activités de traitement	19
13.11 Documentation	19
13.12 Obligations de l'UT vis-à-vis du titulaire	20
ARTICLE 14. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE	20
14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire	20
14.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire.....	20
14.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire	20
ARTICLE 15. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	21
ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN	21
ARTICLE 17. ASSURANCES	21
ARTICLE 18. LANGUES.....	22
ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES.....	22
ARTICLE 20. DEROGATIONS AU CCAG	22

ARTICLE 1.PREAMBULE : PRESENTATION DE MEDIAD'OC – CENTRE REGIONAL DE FORMATION AUX CARRIERES DES BIBLIOTHEQUES (CRFCB) OCCITANIE

Médiad'Oc fait partie des [12 centres de formation régionaux aux carrières des bibliothèques, du livre et de la documentation](#), créés à partir de 1987. Il a une mission de formation, d'information, de conseil et de documentation auprès des bibliothécaires et professionnels de la documentation et de l'information scientifique et technique, mais aussi de personnes en formation initiale ou préparant les concours, complémentaire avec celles de l'[ENSSIB](#) et de l'[URFIST Occitanie](#), et du CNFPT pour les bibliothèques territoriales.

Ses actions s'articulent autour de 3 axes principaux :

- préparation aux concours des bibliothèques,
- stages de formation continue,
- conférences thématiques et journées professionnelles.

Les formations proposées s'adressent à toute personne désireuse de suivre un stage de formation continue dans le domaine des bibliothèques (titulaire de la fonction publique, contractuel, demandeur d'emploi, privé).

Les stages et conférences organisés répondent à des besoins :

- d'adaptation au poste de travail,
- d'acquisition de nouvelles compétences,
- d'évolution des emplois.

Le catalogue des stages est élaboré à partir des plans de formation des bibliothèques universitaires de la région Occitanie, et du recueil des besoins des bibliothèques territoriales. Médiad'Oc peut également répondre à des demandes d'actualité ou à des requêtes particulières et organiser des stages spécifiques pour toute bibliothèque d'Occitanie demandeuse. Ces stages spécifiques sont dénommés « stages intra ».

Médiad'Oc peut également soumissionner aux appels d'offres du [CNFPT](#), des collectivités locales, ou de diverses bibliothèques de lecture publique de la région Occitanie.

Médiad'Oc dépend administrativement de l'[Université de Toulouse \(UT\)](#), via le [SICD](#), Service Interétablissements de Coopération Documentaire.

Médiad'Oc propose un programme de formations qui comprend :

- Un programme semestriel de stages et conférences, publié en juin et décembre pour le semestre suivant,
- Un programme de préparations aux concours des bibliothèques de l'État et territoriales, en présentiel ou en distanciel. Ce programme est publié en juillet de chaque année, en fonction des concours ouverts l'année suivante.

L'ensemble de ces informations est disponible sur le site internet de Médiad'Oc : <https://mediadoc.univ-toulouse.fr/>

ARTICLE 2.GENERALITES

2.1 Objet de l'Accord cadre

Le présent accord cadre, régi par le présent CCAP, est un marché de prestations de formations à destination des publics de Médiad'Oc- CRFCB de l'Université de Toulouse.

L'une des missions de Médiad'Oc est de proposer des formations à destination de son public. Pour cela, il dispose de compétences humaines en interne pour assurer des formations, sur la base de vacations horaires (enseignants, bibliothécaires, etc.).

Toutefois, pour certaines formations, la ressource humaine pour assurer les formations peut être insuffisante ou inadaptée. Ces prestations que Médiad'Oc ne peut mener en interne font l'objet du présent marché, pour les thématiques des 5 lots énoncés ci-dessous.

Sont exclues du présent marché les prestations que Médiad'Oc est amené à proposer, et ce quel que soit la thématique de la formation, pour les hypothèses suivantes :

- Les formations que Médiad'Oc peut animer par ses propres moyens parce qu'il dispose des ressources humaines suffisantes en interne pour les animer,
- Les stages spécifiques dits « stages intra », qui nécessitent une adaptation de l'offre à la demande spécifique du bénéficiaire,
- Les stages organisés suite à une réponse de Médiad'Oc à un marché public, qui nécessitent une adaptation de l'offre au cahier des charges imposé par le marché public.
- Les formations sur le handicap spécifique comme par exemple l'autisme, les DYS,...

2.2 Procédure de Passation

Le présent marché est passé selon une procédure adaptée en application des articles R2123-1 et R 2123-4 du code de la commande publique.

2.3 Forme

Chaque lot est un accord cadre multi attributaire à marché subséquent.

Les lots multi-attributaires seront composés, sous réserve d'un nombre suffisant de candidats et d'offres satisfaisantes :

- Pour le lot 2 : un (1) titulaire minimum et quatre (4) titulaires maximum
- Pour les autres lots: un (1) titulaire minimum et trois (3) titulaires maximum

Les modalités de mise en concurrence entre les titulaires des lots multi-attributaires et la conclusion du marché subséquent sont décrites à l'article 5.1.2 du présent CCAP.

Si un seul titulaire est retenu pour l'un des lots la procédure applicable sera celle décrite à l'article 5.2 du CCAP.

2.4 Maximum de l'accord cadre

Conformément aux articles R2121-8 et R2162-4 du code de la commande publique, l'accord cadre est passé avec un maximum de :

Lot 1	30 000€ HT
Lot 2	39 000€ HT
Lot 3	20 000€ HT

2.5 Lieu d'exécutions

Le présent marché s'exécute en région Occitanie.

2.6 Allotissement

Pour la présente consultation, les besoins sont divisés en lots faisant l'objet de 3 marchés distincts

Lot	Objet	Code CPV
-----	-------	----------

1	Préparation aux écrits professionnels administratifs pour les agents des bibliothèques et les candidats aux concours et examens professionnels des bibliothèques	80511000-9- Services de formation du personnel
2	Formation de formateurs en bibliothèque	80530000-8 Services de formation professionnelle
3	Gestion de projet et organisation du travail en bibliothèque	

2.7 Tranches

Le présent accord-cadre ne comprend pas de tranches.

2.8 Prestation supplémentaire éventuelle

Le présent accord cadre ne comprend pas de PSE.

2.9 Variantes

Le présent accord-cadre n'autorise pas les variantes

ARTICLE 3. DUREE ET DELAIS

3.1 Durée

Pour les lots 2 et 3 le présent accord cadre prendra effet à compter de sa notification. Il est conclu pour une durée d'un (1) an avec possibilité de renouvellement trois (3) fois pour une durée d'un (1) an, sans que la durée ne puisse excéder les 4 ans.

Le Lot 1 est conclu pour une durée d'un an ferme à compter du 1er septembre 2025 avec possibilité de renouvellement deux (2) fois pour une durée d'un (1) an, sans que la durée ne puisse excéder les 3 ans

La reconduction est tacite, le titulaire ne peut refuser la reconduction. La décision de non reconduction devra avoir lieu 2 mois avant la date anniversaire de la notification du marché.

3.2 Délais

Les délais d'exécution des prestations sont fixés d'un commun accord par l'UT et le titulaire lors de la signature du marché subséquent. Les dates et/ou la durée de la formation seront précisées dans le marché subséquent. La signature par le titulaire du marché subséquent emporte acceptation des dates ou périodes indiquées.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG PI.

ARTICLE 4. PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG PI le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante dont l'exemplaire unique original conservé par l'UT fait seul foi :

- L'acte d'engagement et ses annexes financières
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.)
- Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses documents annexés
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du

cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services

- L'offre technique et financière du titulaire
- Le marché subséquent de chaque besoin

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre dans lequel elles sont énumérées ci-dessus.

Toute clause portée dans la documentation du titulaire contraire aux dispositions des pièces du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente et d'intervention du titulaire sont concernées par cette disposition.

Durant toute l'exécution du marché, le titulaire devra se conformer à toutes lois, normes, décrets et textes réglementaires en vigueur régissant l'exercice des activités liées au présent marché.

Le titulaire déclare parfaitement connaître le CCAG mentionné bien qu'il ne soit pas matériellement joint au marché :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310613>

Ordre de préséance : Les pièces contractuelles désignées ci-dessus et qui constituent le marché sont complémentaires et forment un tout. Cependant, en cas de contradiction, elles prévalent les unes par rapport aux autres dans l'ordre indiqué ci-dessus.

Toute clause portée dans les tarifs du titulaire, ou documents quelconques, qui serait contraire aux dispositions prévues dans ces pièces sera considérée comme non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

Notification : En application de l'article 3. 1. du CCAG-PI, la notification du marché consiste en la remise d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'UT et de ses annexes au titulaire.

Cette remise sera opérée via la plateforme de dématérialisation www.marches-publics.gouv.fr.

Du fait de la notification du marché, les pièces mentionnées au présent article deviennent contractuelles.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'EXECUTION DES ACCORD CADRE

5.1 Marchés subséquents

5.1.1 Pièces constitutives des marchés subséquents

Le marché subséquent est constitué par les documents énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- Le marché subséquent valant acte d'engagement (AE) et ses annexes éventuelles ;
- La lettre de consultation
- L'offre du titulaire
- Les pièces contractuelles de l'accord-cadre initial listées à l'article 4 du présent CCAP dans le même ordre de priorité.

Les pièces constitutives de l'accord-cadre et des marchés subséquents prévalent, en cas de contradictions entre elles, dans l'ordre où elles sont mentionnées ci-dessus

5.1.2 Passation des marchés subséquents

Dans le cas où les lots comporteraient deux titulaires ou plus, les marchés subséquents seront conclus de la façon suivante :

L'UT procédera à une mise en concurrence à chaque besoin de formation. Tous les titulaires du lot seront consultés, par voie électronique.

1. L'UT consulte les titulaires des lots par courriel et leur envoie :

- a. Le marché subséquent à renseigner et signer. Le titulaire doit notamment y indiquer le prix proposé pour la prestation, en faisant application des prix indiqués à son BPU ;
- b. Une description du besoin de formation : contenu, durée, profil souhaité pour le formateur, besoins des participants en termes de formation, etc. (liste non exhaustive) ;
- c. Les critères techniques sur lesquels le choix du titulaire sera effectué sont les suivants

Critères	Pondération en points (le total critère prix + critères techniques doit être égal à 100)
Prix	40 points
Valeur technique	60 points :
Proposition pédagogique (Diversité et caractère innovant des méthodes pédagogiques utilisées, notamment les pédagogies actives)	15 points
Profil du formateur : CV des formateurs intervenant pour l'exécution des prestations, connaissance de l'environnement professionnel des bibliothèques, expérience dans ce domaine d'activité ou auprès du public ciblé	15 points
Support	10 points
Adéquation du contenu du catalogue de formation du candidat avec les objectifs fixés au CCTP pour chaque lot, et en tenant compte de la spécificité du public ciblé	15 points
Démarche qualité (Adéquation des propositions avec la démarche qualité de Médiad'Oc (adaptation des contenus et des modalités aux objectifs de Médiad'Oc ; prise en compte des besoins des stagiaires ; participer à l'évaluation de la formation)	5 points

Méthode de notation du critère prix :

Points obtenus = (montant de l'offre la moins élevée / montant de l'offre) x 40

- d. Le délai laissé pour répondre : le délai de réponse est précisé à chaque consultation. Sauf urgence, il est au minimum de quinze (15) jours calendaires.
2. Chaque titulaire enverra à l'UT le marché subséquent renseigné et signé, ainsi que la proposition technique et pédagogique pour la formation. L'absence de réponse du titulaire dans le délai imparti vaut élimination de ce titulaire pour cette consultation. Toute réponse reçue hors délai vaut absence de réponse et ne sera pas examinée.
3. L'UT procède à un classement des titulaires sur la base des critères énoncés au préalable. Le titulaire arrivé en première position sera celui qui aura obtenu la meilleure note et sera en charge de l'exécution de la formation.
4. L'UT notifie aux titulaires s'ils sont retenus ou non pour cette formation. Pour le titulaire retenu, soit le titulaire dispose de la signature électronique, auquel cas l'UT peut signer et notifier le marché subséquent envoyé par le titulaire. Soit le titulaire ne dispose pas de la signature électronique, auquel cas le titulaire devra envoyer un marché subséquent signé en original par voie postale. Dans tous les cas, les notifications seront effectuées par voie électronique. Aucun délai de suspension entre l'information des candidats évincés et la signature du marché subséquent tel qu'il est prévu à l'article R2182-2 du code de la commande publique.

5.2 Cas où l'accord cadre est attribué à un seul titulaire

Dans le cas où un seul titulaire serait retenu, l'accord cadre se comporterait comme un accord-cadre à bons de commande.

Les bons de commande peuvent être émis durant toute la durée de validité de chaque lot et jusqu'au dernier jour. Les bons de commande sont valables jusqu'à trois (3) mois après la fin de validité du lot. Au-delà de ce délai de trois (3) mois, le titulaire est relevé de ses obligations envers l'UT.

Le bon de commande envoyé au titulaire pourra être accompagné du devis du titulaire. Sur le devis devront apparaître notamment :

- la nature de la formation et son intitulé, la date ou la durée de la formation, le nombre de participants ;
- le lieu où se déroulera la formation, les éléments matériels et logistiques : lieu de la prestation, salle, matériels mis à disposition ou à fournir ;
- Les objectifs pédagogiques : programme pédagogique sommaire ;
- Le nom de l'intervenant.

Le nombre maximum de stagiaires par groupe ainsi que le nombre de groupes sont déterminés par l'UT après avis du cocontractant.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser (intitulé exacte de l'action de formation) ;
- Le prix unitaire HT et TTC en fonction du bordereau de prix unitaire remis par le candidat à l'appui de son offre.

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaires.

5.3 Annulation de la formation

L'UT se réserve la possibilité d'annuler la commande d'une action de formation unilatéralement et sans indemnité pour le titulaire, par courriel avec accusé de réception/confirmation de réception adressée dix (10) jours calendaires au moins avant son démarrage, si le nombre de participants se révélait insuffisant (moins de 6 inscrits).

Lorsqu'il est décidé de reporter l'action de formation annulée à de nouvelles dates, celles-ci sont fixées d'un commun accord avec le titulaire. Toute action de formation annulée par l'UT, moins de dix jours calendaires avant la date prévue donne droit, sur demande expresse du titulaire, présentée dans un délai d'un (1) mois à partir de la décision, à une indemnité forfaitaire égale à 30% du montant de la prestation commandée.

L'annulation le jour même donne droit au paiement d'indemnités à hauteur du montant total de la prestation concernée dans les mêmes conditions.

ARTICLE 6.OBLIGATIONS RECIPROQUES

6.1 Obligations du titulaire

6.1.1 Obligations en cours de stage

Le titulaire est responsable de la bonne exécution des prestations ainsi que des personnels qu'il a désignés. Le titulaire prend en compte les remarques et demandes formulées par l'UT et assure à cet effet les adaptations nécessaires à la qualité de la formation.

Les modifications apportées au programme ou aux méthodes pédagogiques doivent rester conformes à la nature et au contenu de la formation prévue initialement.

Le titulaire s'assure en permanence de la présence des stagiaires en leur faisant signer une feuille d'émargement matin et après-midi.

Tout incident ou accident d'un agent en formation, fait l'objet, de la part du titulaire, d'une déclaration immédiate à l'UT.

6.1.2 Obligations concernant les intervenants

Les intervenants ont une conduite irréprochable et respectent scrupuleusement les lieux, horaires, programmes et objectifs des formations ainsi que toute consigne de sécurité qui leur est donnée.

Leur profil est adapté aux formations. Ils font preuve en toutes circonstances de discrétion professionnelle pour tout ce qui concerne les informations, études ou décisions dont ils ont eu la connaissance pendant l'exécution du marché.

L'UT se réserve la possibilité de demander le curriculum vitae du formateur prévu et de demander sa récusation si son profil est inadapté à la formation à dispenser. Le titulaire devra alors proposer un nouveau formateur plus adapté dans le délai demandé par l'UT.

Les informations demandées, sous quelque forme que ce soit, à un stagiaire doivent présenter un lien direct et nécessaire avec l'action de formation.

6.1.3 Défaillance du titulaire

Les intervenants doivent assurer personnellement et intégralement la réalisation des prestations.

En cas de défaillance d'un intervenant, le titulaire doit le notifier sans délai à l'UT et communiquer, dans un délai utile avant la date de début de la formation, le curriculum vitae d'un remplaçant.

Est considéré comme défaillant l'intervenant qui ne peut réaliser, quelle qu'en soit la cause, l'action de formation commandée ou qui, suite à la méconnaissance des obligations contractuelles, est récusé par l'UT.

L'UT notifie au titulaire sa décision de reporter le stage, l'acceptation ou la récusation de l'intervenant remplaçant.

Le remplacement est réputé accepté si l'UT ne récusé pas l'intervenant présenté dans un délai de quinze (15) jours calendaires. L'UT peut, en cas d'impossibilité pour le titulaire de désigner un autre intervenant dans les délais ou en cas de récusation de l'intervenant présenté, faire exécuter la prestation aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 27 du CCAG-PI sans mise en demeure préalable, lorsque la formation ne peut être différée.

Pour les lots multi-attributaires, en cas de défaillance du titulaire du marché subséquent, l'UT fera appel au titulaire classé juste après le titulaire défaillant. En cas d'indisponibilité du titulaire classé deuxième, l'UT fera appel à celui classé troisième. En cas d'indisponibilité du titulaire classé troisième, l'UT fera appel à celui classé quatrième. En cas d'indisponibilité du titulaire classé quatrième, l'UT pourra faire exécuter la prestation selon le prestataire de son choix.

La défaillance est constitutive d'une faute de nature à justifier l'application des pénalités prévues au présent CCAP voire la résiliation du marché de plein droit pour faute.

En cas de retard d'un intervenant qui diminuerait la durée de la formation sans que celle-ci ne soit annulée ou reportée, l'UT se réserve la possibilité de procéder à une réfection sur la facture.

6.1.4 Locaux

Lorsque des locaux sont mis à disposition par le titulaire, ceux-ci doivent être en conformité avec la législation relative aux établissements recevant du public. Les salles ou lieux de travail sont adaptés aux formations concernées, notamment en termes de capacité d'accueil ; elles sont présentées à l'UT sur demande expresse. En cas de non-conformité soulevée par l'UT, le titulaire présente une autre salle dans le délai qui lui est imparti ; il en assumera le surcoût éventuel.

Les prestations pourront avoir lieu au sein de toute la région Occitanie.

6.1.5 Matériels

Pour les stages nécessitant des exercices pratiques sur matériel, chaque stagiaire dispose d'un poste de travail adapté à la nature de la formation.

6.2 Obligations de l'UT

L'UT fournit toute information utile au titulaire pour l'exécution du marché. Est désigné à cet effet un correspondant unique. L'UT communiquera son nom, sa fonction et ses coordonnées complètes.

L'UT assure également la constitution des groupes, la convocation des stagiaires et l'envoi aux intervenants des informations utiles.

Lorsque les prestations sont organisées dans les locaux de l'UT, celle-ci met à disposition du titulaire les moyens d'assurer concrètement la prestation. Si la formation nécessite la mise à disposition de matériel spécifique, le titulaire prend contact avec le correspondant de l'UT au moins vingt jours ouvrés, sauf urgence, avant le début de la formation pour se renseigner sur le matériel disponible.

Si l'UT ne peut mettre à disposition le matériel, il en informe le cocontractant par tout moyen dans un délai de cinq (5) jours ouvrés, sauf urgence, avant la date prévue de la formation. Le titulaire adapte son intervention à la qualité du matériel fourni.

ARTICLE 7. RECEPTION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.2 du CCAG PI, le pouvoir adjudicateur procédera à la vérification des prestations dans un délai maximal de 15 jours à compter de l'exécution de la prestation. Un membre de l'UT peut assister à tout ou partie d'une formation afin de s'assurer de la qualité et de l'adéquation de la formation dispensée.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, le titulaire n'est pas convoqué aux opérations de vérification.

ARTICLE 8. REGIME FINANCIER

8.1 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro

8.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

8.3 Forme et contenu des prix

Le présent accord cadre est conclu à prix unitaires. Les prix sont révisibles.

Les prix du marché comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à la bonne exécution du marché, notamment à la mise en service du matériel, les frais de déplacement, les frais d'assurance, de conditionnement, d'emballage, de manutention, de stockage et de transport jusqu'au lieu de livraison, d'installation.

Le Titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux et de tous les éléments afférents à l'exécution du présent marché.

8.4 Révision

Les prix sont révisibles annuellement à la date anniversaire de notification du marché selon les modalités ci-après :

Il est demandé au titulaire de formuler sa demande 1 mois avant l'échéance, passé ce délai la demande de révision sera rejetée.

Le délai commence à courir à compter de la notification du marché. La demande doit être envoyée au service marché de l'UT : marche@univ-toulouse.fr.

Lors de la demande de révision, le titulaire indique le mois de l'indice utilisé pour le calcul.

La révision entre en vigueur 1 mois après la notification à l'UT sans observation de sa part.

La révision se fera selon la formule suivante ;

$$P = P_o \times (0.15 + 0.85 \times I/I_o)$$

Dans laquelle :

P : prix révisé

P_o : prix initial fixé à la date de remise des offres

I : dernière valeur de l'indice SYNTEC connue au moment de la demande de révision

I_o : indice SYNTEC du mois de remise des offres.

La formule de révision a pour but de prendre en compte, en hausse comme en baisse, l'évolution des conditions économiques existantes lors de l'établissement du prix de l'offre.

La révision des prix peut être effectuée à l'initiative de l'UT. Les prix ainsi révisés sont envoyés au titulaire 1 mois avant le commencement de la nouvelle période.

ARTICLE 9.MODALITES DE REGLEMENT DES PRESTATIONS

9.1 **Avance**

Les conditions permettant le versement d'une avance prévues à l'article R2191-7 du code de la commande publique ne sont pas remplies pour le présent accord cadre.

9.2 **Présentation des demandes de paiement**

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3 du CCAG-PI;

Les factures dématérialisées devront obligatoirement être déposées sur le portail Chorus Pro <https://chorus-pro.gouv.fr>

Siret de l'UT : 130 021 322 000 16 Code service exécutant : 3006

Les modalités de présentation de la demande de paiement seront établies selon les conditions prévues à l'article 11.3.1 du CCAG-PI. Elles sont adressées après « Service fait ».

Les demandes de paiement adressées à l'UT devront comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- le nom du marché «»,
- le numéro du bon de commande
- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- la désignation de l'organisme débiteur
- le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du marché, hors TVA
- les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, applications des réfections fixées conformément aux dispositions du CCAG-PI ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables soit lors de l'accord cadre, soit lors du marché subséquent ou du bon de commande en cas de titulaire unique.
- le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- la date de facturation.
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues autres que la retenue de garantie, établies conformément aux stipulations du marché.
- la mention de l'assurance professionnelle et sa couverture géographique, pour les artisans immatriculés au répertoire des métiers et les entrepreneurs relevant de l'article

133-6-8 du Code de la sécurité sociale (notamment les auto-entrepreneurs relevant du régime fiscal de la micro-entreprise).

9.3 Paiement des co-traitant

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.4 Intérêts moratoires

Les sommes dues en exécution du marché sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret sus-visé.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles 39 et 40 de la loi du 28 janvier 2013 susvisée.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 10. PENALITES

Le montant des pénalités n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant ne dépasse pas les 1000€ pour l'ensemble du marché.

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

10.1 Pénalités pour défaillance

En cas de défaillance constatée (au sens de l'article 6.1.3 du C.C.A.P), le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de cent cinquante (150) €. La pénalité est due même si la prestation est réalisée par un autre titulaire (pour les lots multi-attributaires) ou à ses frais et risques (pour tous les lots).

10.2 Pénalité pour locaux non adaptés

En cas de mise à disposition de locaux non adaptés ou de matériel non adapté lorsque la formation est réalisée dans les locaux et avec le matériel du titulaire, celui-ci encourt une pénalité forfaitaire de cinquante (50) €.

10.3 Pénalité(s) en cas de non-respect des dispositions du code du travail sur le travail dissimulé

Le titulaire subira, conformément aux dispositions prévues à l'article L. 8222-6 du Code du travail, une pénalité de 50 euros (cinquante) par jour calendaire de retard dans l'accomplissement des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 dudit code, dans les limites suivantes :

- le montant des pénalités est égal, au plus, à 10 % du montant du marché ;
- le montant des pénalités ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

ARTICLE 11.SOUS TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter une partie de ses prestations, provoquant obligatoirement le paiement direct du sous-traitant pour des prestations supérieures ou égales à 600 € TTC.

Le titulaire et ses sous-traitants devront se conformer aux dispositions relatives à la sous traitance –articles R2193-1 à R2193-22 du code de la commande publique

L'entreprise sous-traitante devra obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur. Dans l'hypothèse où il n'aurait pas été soumis à l'agrément et à l'acceptation du pouvoir adjudicateur, le sous-traitant ne pourra pas être protégé par les dispositions de la loi du 31 décembre 1975, notamment en matière de paiement direct. A défaut, les prestations supplémentaires effectuées par le sous-traitant ne feront l'objet d'aucun paiement.

Est ainsi inopposable au Pouvoir adjudicateur tout contrat conclu entre le titulaire et un sous-traitant non agréé et toute acceptation d'un sous-traitant intervenant en dehors des conditions précitées.

L'acceptation de l'agrément d'un sous-traitant ainsi que les conditions de paiement correspondantes est possible en cours de marché selon les modalités définies aux articles R2193-1 à R2193-9 du code de la commande publique. Par dérogation à l'article 3.6.2 du CCAG PI, l'acceptation du sous-traitant consiste en la notification au seul titulaire.

Sous-traitance occulte :

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché

En effet, il appartient au titulaire de déclarer spontanément au Pouvoir adjudicateur, ou après observations de ce dernier, un sous-traitant et ses conditions de paiement.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ne sauraient résulter de la simple connaissance par le Pouvoir adjudicateur de l'existence du sous-traitant et sont soumis aux dispositions du CCAG applicable.

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE

Les données contenues dans les supports informatiques et documents fournis par l'UT ou ses partenaires sont strictement confidentiels. En conséquence, le Titulaire du marché s'engage à :

- Ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiées, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution des prestations, avec l'accord écrit préalable de la personne publique ;
- Prendre toute mesure de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traitées pendant l'exécution du marché ;
- A limiter la divulgation des informations strictement nécessaires aux seules personnes qu'il aura chargées de l'exécution de la prestation ;
- A recueillir l'engagement écrit des personnes chargées de la prestation, de respecter le secret professionnel.

En fin de marché, à procéder à la destruction de tout fichier manuel ou informatisé stockant les informations saisies. L'UT peut procéder, à tout moment, à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations de discrétion du Titulaire. Tous les documents sur support papier et informatique restent la propriété de la personne publique.

En cas de non-respect de ces obligations, la responsabilité du Titulaire peut être engagée sur la base des dispositions de l'article 226-13 du code pénal.

ARTICLE 13. RGPD

13.1 Description du traitement de données à caractère personnel

Pour la durée du marché, le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de L'UT les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations de l'objet du marché.

Le titulaire s'engage à fournir un descriptif détaillé des données à caractère personnel traitées sur les catégories de personnes concernées par la solution.

13.2 Obligations du titulaire vis-à-vis de l'UT

Le titulaire s'engage à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui font l'objet de ce marché et à ne traiter les données à caractère personnel que sur instruction documentée de l'UT, y compris en ce qui concerne les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, à moins qu'il ne soit tenu d'y procéder en vertu du droit de l'Union européenne ou du droit de l'Etat membre auquel le sous-traitant est soumis. Dans ce cas, le Titulaire informe le responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées dans le présent marché. Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'UT. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'UT de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public
3. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché notamment :
 - ne prendre aucune copie des données qui lui sont confiées, exceptées celles strictement nécessaires à l'exécution du marché ;
 - ne pas utiliser les données à d'autres fins que celles recherchées par le présent

- marché ;
- ne pas divulguer ces données à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales quelle qu'elles soient, sauf obligation légale et dans ce cas en informant l'UT

4. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité
- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

5. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut

6. Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire (ci-après, « le sous-traitant ultérieur ») pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'UT de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance. L'UT dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'UT n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent marché pour le compte et selon les instructions de l'UT. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Si le sous-traitant ultérieur ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'UT de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

7. mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- tenir un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UT comprenant :
 - o le nom et les coordonnées de l'UT pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données
 - o les catégories de traitements effectués pour le compte du responsable du traitement
 - o le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées,

8. présenter à l'UT une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel et ainsi empêcher qu'elles soient divulguées, endommagées, perdues, corrompues ou encore transmises à des personnes non autorisées ;

9. informer et sensibiliser les utilisateurs de l'UT accédant aux données des mesures de précautions et de sécurité qu'ils doivent adopter pour préserver ces données recueillies

13.3 Droit d'information des personnes concernées

Le choix du mode d'information des personnes concernées par le droit d'information sera arrêté lors de la mise au point du marché.

Le titulaire, au moment de la collecte des données, doit fournir aux personnes concernées

par les opérations de traitement l'information relative aux traitements de données qu'il réalise. La formulation et le format de l'information doit être convenue avec l'UT avant la collecte de données.

13.4 Exercice des droits des personnes

Dans la mesure du possible, le titulaire doit aider l'UT à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à : marche@univ-toulouse.fr et dpd@univ-toulouse.fr.

13.5 Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'UT toute violation de données à caractère personnel dès que possible et dans un délai maximum de 24 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : en contactant le Pôle Marchés du Service des Affaires Juridiques et Institutionnelles de l'UT via l'adresse mail marche@univ-toulouse.fr et copie à la DPD : dpd@univ-toulouse.fr.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'UT, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact du titulaire auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'UT propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible pour le titulaire de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

13.6 Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'UT de ses obligations

Le titulaire aide l'UT pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données.

Le titulaire aide l'UT pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'UT la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable du traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

13.7 Mesures de sécurité des données à caractère personnel

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité décrites dans son offre avec notamment une précision sur ses mesures techniques et organisationnelles

garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris, entre autres :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

13.8 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'UT.

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire. Une fois détruites, le titulaire doit justifier par écrit de la destruction.

13.9 Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'UT le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

Il est valable pour la durée du présent marché. Tout changement doit être notifié par écrit, dans un délai de trois (3) mois, au responsable de traitement des données à caractère personnel.

13.10 Registre des catégories d'activités de traitement

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'UT comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'UT ;
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement européen sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
- dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
 - la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel;
 - des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement;
 - des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique;
 - une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

Le titulaire communique à l'UT dans les meilleurs délais, la fiche descriptive du traitement tel qu'inscrit dans le registre des activités de sous-traitance du titulaire.

13.11 Documentation

Le titulaire met à la disposition de l'UT, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'UT ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

13.12 Obligations de l'UT vis-à-vis du titulaire

L'UT s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "10.1 Description du traitement de données à caractère personnel" ;
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

ARTICLE 14. MODIFICATIONS RELATIVES AU TITULAIRE DU MARCHE

14.1 Changement de dénomination sociale du titulaire

En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement en informer l'UT par écrit et communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement, dans les plus brefs délais. Il fournit également un RIB mentionnant la nouvelle dénomination sociale.

14.2 Nouvelle entreprise née de la fusion ou de l'absorption du titulaire

Le transfert du marché à la société née de la fusion ou de l'absorption de l'entreprise titulaire ne peut s'opérer de plein droit sans agrément préalable de l'UT

Le titulaire doit en informer l'UT dans les plus brefs délais et produire l'ensemble des documents et renseignements suivants, concernant la nouvelle entreprise à qui le marché est cédé :

- une copie de l'acte de fusion ou d'absorption définitif déposé au greffe du Tribunal de Commerce territorialement compétent ;
- une copie de l'annonce légale ;
- le pouvoir de la personne habilitée à engager la société ;
- un RIB pour les nouvelles coordonnées bancaires ;
- un extrait Kbis original de moins de trois mois faisant apparaître la fusion ou l'absorption de la société correspondante ;
- les attestations fiscales et sociales mentionnées dans les articles R2143-7 à R2143-9 et l'arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats annexé au code ;
- l'attestation sur l'honneur dûment signée qui indique que le repreneur ne tombe pas sous le coup des interdictions de soumissionner prévues aux dispositions de l'article L2141-1 et à l'article 2141-6 du code ;
- une attestation d'assurance correspondant aux exigences fixées ci-dessous ;
- les justifications de références identiques à celles demandées au titulaire lors de la passation du marché.

La cession du marché acceptée par l'UT fera l'objet d'un avenant constatant le transfert du marché au nouveau titulaire.

14.3 Modifications de la structure d'exercice du titulaire

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'UT les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- aux personnes ayant pouvoir de l'engager
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité
- à son adresse ou à son siège social
- aux renseignements qu'il a fourni pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

En cas de non communication de ces éléments, le marché pourra être résilié pour faute du titulaire.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement à l'UT par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

L'UT adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'Article L627-2 du code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'Article L622-13 du code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court. La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus.

Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R.2194-1 à -10 du code de la commande publique, des clauses de réexamen sont prévues dans les conditions suivantes :

- Nécessité de prolonger la durée d'exécution du marché pour des raisons autres que celles prévues par l'article 13.3 du CCAG PI
- Modification de la réglementation applicable entraînant une modification des prestations initialement prévues ;
- Ajustement des pièces du marché en cas d'erreur matérielle.
- Lorsque le montant maximum de chaque lot est consommé à 80%, l'UT peut augmenter par voie d'avenant le montant maximum dans la limite de 15% du montant maximal.

ARTICLE 17. ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI, le titulaire (contractant unique ou chaque cotraitant en cas de groupement) doit être couvert avant la notification par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non, du fait de la réalisation des prestations qu'elles soient en cours de réalisation ou terminées.

Cette attestation sera envoyée tous les ans à marche@univ-toulouse.fr

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG PI : pour justifier l'ensemble de ces garanties, chacun des cotraitants du groupement doit fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie.

Chacun des membres s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire. En cas de groupement, chaque cotraitant doit fournir cette attestation

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'Université De Toulouse et dans un délai de quinze jours (15) calendaires à compter de la réception de la demande.

ARTICLE 18.LANGUES

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

ARTICLE 19. DIFFERENDS ET LITIGES

Le comité consultatif de règlement amiable ou litiges relatifs aux marchés publics peut être saisi selon les modalités fixées par les articles D2197-15 à 2197-17 du code de la commande publique.

Le comité consultatif compétent est Bordeaux.

Le présent marché est régi par le droit français.

En cas de litige, le tribunal territorialement compétent est :

Tribunal administratif de Toulouse

68 rue Raymond IV - BP 7007 - 31068 TOULOUSE CEDEX 07

Tél : 05.62.73.57.57

Télécopie : 05.62.73.57.40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

En cas de recours contentieux, vous pouvez saisir le tribunal administratif au moyen de l'application informatique « Télérécourse citoyens » accessible par le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 20.DEROGATIONS AU CCAG

Les dérogations au CCAG-PI, expliquées dans les articles désignés ci-après du CCAP, sont apportées aux articles suivants :

Articles du CCAP dérogeant au CCAG	Articles du CCAG auxquels il est dérogé
3.2	13.3
4	4.1
7	28.2
7	28.5
10	14.1.3
10	14.1.1
11	3.6.2
17	9.2